Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 30 décembre 2015

n° 19038

Le salaire minimum augmente à 1 250 lei (277 euros) à compter du 1er mai 2016.
Lutte contre le terrorisme : un citoyen jordanien déclaré indésirable en Roumanie.
Bilan de l'absorption des fonds européens par la Roumanie.
La situation de la télévision publique demeure critique.

Augmentation du salaire minimum. Le Gouvernement a approuvé aujourd'hui, lors du dernier conseil des ministres de 2015, une ordonnance stipulant l'augmentation en mai 2016 du salaire minimum du niveau actuel de 1 050 lei/mois (233 euros) à 1 250 lei/mois (277 euros). Plus de 1 131 000 salariés roumains bénéficieront de cette augmentation. Selon le ministère du Travail, cette augmentation du salaire minimum aura des effets positifs sur la croissance économique, stimulant le taux d'emploi et réduisant le travail dissimulé. D'autre part, l'augmentation du salaire minimum mettra une pression financière supplémentaire sur les entrepreneurs : la charge fiscale de l'employeur passera à 1 015 lei (225 euros) pour chaque salaire de 1 250 lei/mois payé (*Radio România Actualități*).

Citoyen jordanien déclaré indésirable en Roumanie pour propagande djihadiste. La Cour d'appel de Bucarest a déclaré hier Jamal A. Abdel Jabbar Khalil Shalash, citoyen jordanien d'origine palestinienne, indésirable sur le territoire roumain pour une période de 15 ans. Selon le service roumain du renseignement intérieur (SRI), le citoyen jordanien, qui vivait en Roumanie depuis 1991, est un adepte de Daech et dissémine des messages djihadistes. Il a également manifesté sa disponibilité d'organiser des actions terroristes sur le territoire de la Roumanie. Les autorités roumaines ont démarré les démarches en vue de son expulsion (*Agerpres*, *Adevărul*, *Evenimentul Zilei*).

Fonds européens. *HotNews.ro* fait le bilan des fonds européens absorbés par la Roumanie depuis son adhésion à l'Union européenne. La Roumanie a eu un bénéfice net d'environ 20 milliards d'euros pendant les 9 ans écoulés depuis le 1er janvier 2007.

Pendant le cycle financier 2007-2013, la Roumanie a absorbé 10,9 milliards d'euros en fonds structurels et de cohésion sur les 19,2 milliards d'euros alloués, soit un taux d'absorption effectif de 58% (situation au 30 novembre 2015). La situation de l'absorption par programmes opérationnels : Programme opérationnel régional - 63% des fonds absorbés, soit 2,5 milliards d'euros, Transports - 61% (2,6 milliards d'euros), Augmentation de la compétitivité économique - 59% (1,5 milliard d'euros), Environnement - 54% (2,3 milliards d'euros), Développement des ressources humaines (POSDRU) - 48% (1,7 milliards d'euros), Développement de la capacité administrative - 82% (170 millions d'euros), Assistance technique - 73% (123 millions d'euros). S'agissant des fonds consacrés à l'agriculture, la Roumanie a absorbé 91% des fonds alloués dans le cadre du programme national de développement rural, soit 7,39 milliards d'euros. Les fermiers roumains ont également bénéficié des paiements directs : 7,6 milliards d'euros ont été absorbés via ces paiements, soit un taux d'absorption de 98%.

Le chef de l'organisation HVIM Transylvanie placé en garde à vue. Zoltan Szocs, citoyen roumain d'ethnie magyare et président de la filiale de Transylvanie de l'organisation hongroise d'extrême droite « Mouvement de jeunesse des soixante-quatre comitats » (HVIM), a été placé en garde à vue par les procureurs de la Direction d'investigation du crime organisé et du terrorisme (DIICOT). Il est poursuivi par la DIICOT, suspecté de fomenter des actions contre l'ordre constitutionnel et de non-respect des règlementations relatives aux matériaux explosifs. Zoltan Szocs est accusé de complicité avec Attila Istvan Beke, citoyen roumain d'ethnie magyare, actuellement en détention provisoire, qui a tenté de

provoquer une explosion lors des célébrations de la Fête nationale roumaine à Tîrgu Secuiesc (département de Covasna, centre de la Roumanie) (*Agerpres*, *PRO TV*, *Adevărul*).

La situation de la télévision publique demeure critique. *Evenimentul Zilei* s'intéresse à la situation de la Télévision nationale roumaine (TVR), dont les dettes ont atteint 698 millions de lei (155 millions d'euros) et les chiffres d'audience ont chuté (0,9 points de part d'audience en moyenne). Menacée de se voir déclarée en cessation de paiements, la TVR, dont le PDG et le conseil d'administration ont été destitués à la suite du rejet par le Parlement de leur rapport d'activité, s'est engagée à réduire ses dépenses. Cependant, les décisions internes semblent contredire ces engagements. La presse s'étonne du fait que Claudiu Lucaci, chef des émissions d'information de la TVR, a publié récemment des annonces de recrutement. De plus, la chaîne *TVR3* a fait appel à une société privée pour filmer le programme qui sera diffusée pendant le réveillon du Jour de l'an.

Prévisions politiques 2016. Selon *Adevărul*, les évolutions politiques se concentreront l'année prochaine autour des deux scrutins importants : les élections locales de juin 2016 et les élections législatives organisées à la fin de l'année. Les partis politiques seront obligés en 2016 de répondre aux revendications formulées par la population lors des manifestations de rue de 2015 et de donner un signal de renouvellement de la classe politique. Les mairies des grandes villes roumaines seront un enjeu électoral important, surtout pour les deux grands partis (le parti social-démocrate et le parti national libéral).

D'autre part, l'activité du gouvernement Dacian Cioloș sera de manière constante menacée par le spectre d'une motion de censure, dans la mesure où le gouvernement ne bénéficie pas d'une majorité parlementaire certaine en sa faveur.

Les petits partis continueront de jouer un rôle important dans la vie politique roumaine. Le parti social-démocrate et le parti national libéral sont chacun crédités d'environ 35% dans les sondages d'opinion, le reste de 30% étant répartis entre les formations politiques plus petites. Le « Mouvement populaire » (MP), le parti Alliance des démocrates et des libéraux (ALDE), l'Union démocrate des Magyars de Roumanie (UDMR) et l'union nationale pour le progrès de la Roumanie (UNPR) sont les autres partis qui ont des chances de décrocher des sièges dans le prochain Parlement.

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- Interview de Vladimir Cosma, compositeur français d'origine roumaine : « Il est difficile d'émigrer, c'est une rupture totale » (*RFI Roumanie*).

- **EURO 2016** : le footballeur roumain Răzvan Rață s'exprime auprès d'*UEFA.com* à propos de la Roumanie qui se prépare pour l'UEFA EURO 2016 en tant que meilleure défense des éliminatoires.

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie